APW DE TIZI-OUZOU

Adoption du budget supplémentaire et protestations du FFS

L'adoption du budget supplémentaire par l'APW, réunie en session lundi et mardi derniers, s'est déroulée sur fond d'échanges à fleuret moucheté entre le FLN et le FFS.

Ce dernier s'est abstenu de vote en signe de protestation contre l'élaboration du projet de budget par la commission économique et sociale de l'assemblée, au sein de laquelle le FFS relève de «multiples dysfonctionnements».

Dans une déclaration lue par son chef de groupe APW, M. Mesla, le FFS a eu des mots très sévères à l'égard des membres de la CEF, accusés de faire preuve «d'incompétence et d'irresponsabilité.» «Après un BP raturé, voilà un BS négocié», a jugé l'élu du parti d'Aït Ahmed qui constate une partialité dans la répartition budgétaire, en soulignant le peu d'intérêt accordé à certains secteurs comme celui de l'environnement. Il estimera, au passage, que la mise en place par l'APW de l'ODES (Observatoire de développement économique et social), une structure chargée de réfléchir sur le développement économique et social de la wilaya, a réduit le fonctionnement et les prérogatives des commissions de l'assemblée.

Des propos rejetés par le P/APW, M. Ikherbane, qui s'est défendu de s'immiscer dans le travail des commissions qui, souligne-t-il, ne sont nullement dépouillées de leurs prérogatives.

Et l'élu du RCD Aoudj de relever que le secteur de l'environnement a été suffisamment budgétisé et que beaucoup de moyens lui sont consacrés.

Le P/APW ajoutera que ledit secteur est plutôt victime d'incompréhension de la part de citoyens et qu'il y a un effort de pédagogie à faire pour lever ce genre d'obstacles.

Il ajoutera, en réponse à un élu du FFS qui trouvait inconsistantes les subventions allouées aux associations de défense de l'environnement, que cela est dû à la faiblesse du nombre des dossiers présentés par des associations activant dans le domaine : «Nous avons reçu 17 dossiers d'associations s'occupant de l'environnement contre 117 demandes de subventions émanant d'associations à caractère culturel, sportif ou social.»

Le FLN, qui assure la présidence de la commission économique et sociale, réagira, par la voix de son élu Hanouti S., à la déclaration du FFS. «Il est de notre droit de comprendre que vouloir priver l'agence foncière d'un portefeuille foncier nous renseigne sur les non-dits de votre déclaration», dira-t-il à l'adresse du FFS à qui M. S. Hanouti reproche de «verser dans l'invective, en traitant de tous les qualificatifs les plus abjects» les membres de la C.E.F.

L'élu du FLN réfutera l'idée que l'ODES dépouille les commissions de leurs prérogatives, trouvant beaucoup de complémentarité dans le travail de ces organes de l'APW.

Photo : DR

Des insuffisances sont à déplorer.

Le budget supplémentaire en chiffres

Adopté lors de la dernière plénière de l'APW, le budget supplémentaire de la wilaya de Tizi-Ouzou a fait ressortir une balance équilibrée en dépenses et en recettes d'un montant de 2 368 093 391,50 DA. Alors que l'excédent net à répartir sur les différents secteurs d'activités et de fonctionnement est de près de 492 millions de dinars. La répartition des dépenses à affecter, selon les recettes disponibles, a fait ressortir un taux de 50,32 % affecté aux communes et de 26, 41 % à l'investissement.

Bilan et perspectives de développement de la wilaya

A la fin de l'année 2008, la wilaya de Tizi-Ouzou a engagé 1 744 opérations, tous programmes de développement confondus, couvertes par une autorisation de programme de 116,18 milliards dinars.

C'est ce qui ressort du document présenté à la plénière de l'APW par l'administration qui précise que les services déconcentrés gèrent un portefeuille de 791 opérations d'une AP de 112, 78 milliards. La part revenant aux communes s'élève à 953 opérations pour une AP globale de 3,4 milliards de dinars. Le programme complémentaire de soutien à la croissance économique dégage une enveloppe financière de 112,06 milliards de dinars qui représente 96,45 % du volume global.

Concernant les actions de développement inscrites pour le compte de l'exercice de l'année 2009, la wilaya a bénéficié, au titre du programme sectoriel déconcentré, d'une autorisation de programme de 13 910,7 millions de dinars, avec une enveloppe de 11 931 millions de dinars au titre du programme communal de développement (PCD), soit 13,8 % du volume global.

Le même document de l'administration précise qu'à l'issue de l'exercice 2008 et après la mise en œuvre du programme 2009, l'autorisation de programme globale de la wilaya est évaluée à129,3 milliards de dinars et totalise 2 445 opérations. Des chiffres éloquents qui ont été suivis de commentaires et même de réserves formulées par certains élus.

Ainsi, M. Bellabas, du RCD, qui, tout en s'inquiétant de l'effet négatif qu'induirait la non-consommation des crédits sur le développement de la wilaya, estime que «malgré la multitud'opérations, il reste que d'énormes insuffisances en matière de réalisation sont à déplorer», citant à titre illustratif les secteurs de la formation professionnelle, de la culture et des transports.

Et d'ajouter : «En dehors de la mise en service du transport urbain à Tizi-Ouzou, il reste beaucoup à faire dans le secteur des transports où beaucoup de choses n'avancent pas. S'il y a de bonnes idées, leur concrétisation fait défaut.»

Le même élu s'est montré très critique vis-à-vis du secteur de la formation professionnelle «qui reste en deçà des attentes, malgré les fausses promesses sans cesse proclamées ces dernières années.»

S.A.M.

ÉCHOS DE L'APW

Le «régionalisme» positif de Brahimi

M. Brahimi, un élu du FFS, dit assumer d'emblée le fait qu'il soit accusé de «régionalisme» par ses pairs de l'APW.

L'élu du parti d'Aït Ahmed, estimant que plusieurs localités et communes du sud de la wilaya ont été discriminées dans le cadre de la répartition des projets de développement de la wilaya, a plaidé pour l'affectation d'infrastructures de base au profit des citoyens des communes du flanc sud de la wilaya, d'où est originaire cet élu. L'argumentaire a visiblement convaincu puisque, par exemple, une cagnotte de 12 milliards de centimes a été dégagée par la Direction des travaux publics pour la réalisation d'une voie d'évitement du centre-ville de Draâ-El-Mizan, comme revendiqué par l'élu. Alors, «régionalisme» positif ou souci de soigner son électorat ?

La culture au secours des lieux du culte ?

Cette interrogation est portée, en filigrane, dans l'intervention de M. Bellabas, un élu du groupe RCD qui, interpellant le directeur de la culture, s'est interrogé pour savoir pourquoi la direction de la culture s'est occupée de la réhabilitation de la zaouïa Sidi-Ali-Moussa de Mechtras, une institution religieuse qui relève du secteur des affaires religieuses.

Dans sa réponse au même élu qui n'a pas manqué de s'interroger pourquoi l'œuvre de réhabilitation des lieux du culte ne s'est pas étendue aux autres zaouïas, le directeur de la culture a estimé que la réhabilitation de la zaouïa en question a été menée conformément aux textes réglementaires sur la protection des lieux du patrimoine.

D'autres zaouïas de la wilaya seront concernées par des opérations de réhabilitation.

Dégradation de la situation sécuritaire : l'interpellation du RCD et le silence du wali

La dégradation persistante de la situation sécuritaire n'a pas laissé indifférents certains partis siégeant à l'APW, à l'image du RCD qui s'est fait fort de rappeler la rencontre organisée à l'APW, à laquelle a été convié l'ensemble des élus de la wilaya, il y a quelques mois. «Malgré la présence renforcée des forces de sécurité, la situation demeure dramatique», dira l'auteur de l'interpellation qui a repris la déclaration d'alors du P/APW. No comment du wali, comme à l'époque de l'organisation de ladite rencontre.

Gare Kef-Naâdja : un élu dénonce un barbarisme toponymique

Un élu du FLN originaire du village de Bouhinoun a fait part de l'étonnement des habitants de son village qui est situé à la banlieue sud de Tizi-Ouzou. Une attitude suscitée par l'attribution du nom de Kef-Naâdja à la gare multimodale érigée sur un terrain limitrophe du village.

Un barbarisme qui ne trouve nullement sa place dans la toponymie et la nomenclature des noms de lieux de la localité dont le terrain d'assiette sur lequel se trouve l'édifice fait partie du patrimoine foncier d'une famille du village.

La wali a été destinataire de la revendication des villageois de baptiser la structure qui est en voie d'achèvement gare Bouhinoun au lieu de gare Kef-Naâdja.

Distribution de l'eau : le malus du P/APW à l'Algérienne des eaux

«L'ADE et la Sonelgaz sont des entreprises à monopole qui nous empoisonnent la vie.» la phrase est du P/APW, M. Ikherbane, qui s'indignait de la gestion contestée et d'un service public comme celui de la distribution de l'eau par l'ADE qui, apparemment, est au centre de nombreuses récriminations des citoyens.

Le wali interviendra pour minimiser la critique à l'égard de l'ADE, une entreprise qui, selon lui, n'est pas préparée pour la gestion de l'énorme potentiel existant, ajoutant quand même que «nous sommes conscients qu'il y a un problème de gestion».

Le wali parlera, au passage, des nombreux investissements dans le domaine de l'hydraulique qui ont généré un fort taux de mobilisation de la ressource hydrique.

S.A.M.